PROCES VERBAL
CONSEIL MUNICIPAL du 10 avril 2021

L'an deux mille vingt et un, le dix avril à 9h30, le conseil municipal, légalement convoqué le 2 avril 2021, s'est réuni en séance publique sous la présidence de Monsieur Louis BONNET, maire.

La séance a eu lieu à la salle polyvalente communale « La BOISERIE », plus adaptée par ses dimensions à la mise en place de mesures visant à lutter contre la propagation de l'épidémie de covid 19 que la salle habituelle du Conseil, en mairie.

Outre les membres du conseil et le personnel nécessaire au bon déroulement de la séance, le public qui le souhaitait a pu y assister. En outre, la séance était filmée, diffusée en direct sur la page facebook « Mairie de Mazan » où elle reste accessible.

Conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales, Mme Véronique Berger a été désignée comme secrétaire de séance à l'unanimité. Elle procède à l'appel.

Etaient présents :

M. Louis **BONNET**, M. Georges **MICHEL**, Mme Joséphine **AUDRIN**, M. René **CECCHETTO**, Mme Geneviève **GABORIT DUPILLE**, M. Jean-Louis **BOURRIE**, Mme Marie-Hélène **MOREL**, M. Silvère **JOUBERTEAU**, Mme Sophie **CLEMENT**, Mme Véronique **BERGER**, M. Vincent **FLEGON**, Mme Angéline **LEROUX**, M. Auguste **DURAND**, Mme Cécile **DEMENKOFF**, M. Patrick **LECOQ**, Mme Christine **JACQUES**, M. Jean-Philippe **ACHARD**, Mme Amandine **APPLANAT**, M. Julien **BREMOND**, Mme Elodie **BOFFELLI**, Mme Aurélia **PISANI**, Mme Eve **GALLAS**, M. Bruno **GANDON**, M. Patrick **ZAMBELLI**, M. Franck **PETIT**, M. Jean-François **CLAPAUD**, Mme Anne **MUH**, M. Stéphane **CLAUDON**

Avaient donné procuration : Mme Maria **DUFOUR** à M. Jean-François **CLAPAUD**.

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte.

En introduction, M. le Maire présente Mme Elisabeth GAMBARO, cheffe du service comptabilité, finances et ressources humaines, qui a pris son poste le 1^{er} février. Il précise que la séance est filmée depuis la régie et que les services ont fait en sorte d'améliorer le son retransmis. Il indique que, pour palier au manque d'équipement informatique de certaines familles, 4 ordinateurs à destination des jeunes qui doivent suivre leur cours à distance vont être installés à la bibliothèque. Il rappelle que le dépistage CoVid continue salle de l'Allée. Il informe l'assemblée que sa proposition de « vaccinodrome » à l'espace Foussa n'a pas encore obtenu de réponse des services de la préfecture ; le « vaccibus » qui circule ne va que dans certaines zones rurales et pas à Mazan mais que les pompiers d'Avignon ont mis en place une brigade mobile de vaccination avec le conseil départemental. Ils viendront à Mazan le 28 avril, pour vacciner 48 à 56 personnes selon les doses disponibles. Les personnes de plus de 60 ans peuvent prendre contact à ce sujet avec le CCAS. Il passe la parole à M. Claudon qui explique qu'on peut se faire vacciner à Mazan par les pharmacies, les infirmiers libéraux et les médecins, avec le vaccin Astra Zeneca (100-150 doses/semaine). Il rappelle les chiffres de thromboses qu'on dit provoquées par ce vaccin, qui sont en fait très faibles au regard du nombre de doses injectées.

Avant de soumettre au vote le PV du précédent conseil municipal, M. le Maire informe que le point 5 de l'ordre du jour (régie funéraire) sera abordé lors d'un prochain conseil et que les points 6 et 7 sont inversés. Avant de procéder à l'approbation du PV, Mme Aurélia Pisani soulève que sa demande de participer aux négociations pour appliquer la loi de transformation de la fonction publique n'apparaît pas. Elle sera rajoutée. Mme Muh demande des explications sur le fait que les abstentions ne sont pas comptabilisées comme des votes exprimés. M. Clapaud aimerait qu'il soit noté que c'est M. le Maire qui a décidé de la vente du local mis à disposition de l'Office de Tourisme. M. le Maire rappelle que la vente était déjà engagée lors de la mandature précédente. Le conseil municipal le 21 janvier 2020 a adopté à l'unanimité la proposition d'aliénation de gré à gré du lot détenu par la commune dans la copropriété 83 place du 8 Mai.

M. le Maire propose d'adopter le procès-verbal de la séance du conseil municipal du 27 mars 2021.

Approuvé par 25 voix pour et 4 voix contre (M. Jean-François **CLAPAUD**, Mme Anne **MUH**, M. Stéphane **CLAUDON**, Mme Maria **DUFOUR** par procuration).

Il est passé à l'ordre du jour

1 - Marché forain hebdomadaire – Modifications – Création d'un comité consultatif – Tarifs

Rapporteur : M. Vincent FLEGON

Par délibération en date du 4 septembre 1979, le conseil municipal a décidé que le marché hebdomadaire de la Place du 11 Novembre, qui avait lieu au préalable le mercredi après-midi, aurait lieu désormais chaque lundi matin.

Suite à cette décision, un règlement a été mis en place par arrêté du maire en date du 29 octobre 1979.

De mars 2018 à février 2019, la Place du 11 Novembre ayant fait l'objet d'importants travaux publics de requalification rendant la circulation et le stationnement impossibles et interdits, le marché hebdomadaire s'est tenu Place du 8 Mai.

Le besoin de redynamiser ce marché et de le développer s'étant fait sentir, dans le but :

- de rendre ce rendez-vous hebdomadaire plus attractif ;
- d'augmenter sa fréquentation et donc celle du village, notamment pendant la saison touristique, en créant une animation susceptible d'attirer les habitants des alentours et les vacanciers ;
- d'optimiser l'occupation du domaine public ;

différentes modifications (emplacement, jour, fonctionnement, tarifs) sont envisagées :

1°) Organiser désormais ce marché le **mercredi matin**, sur une partie de la **Place du 8 Mai** et de l'avenue de l'Europe (possibilité au total d'environ 32 emplacements).

2°) Créer un **comité consultatif** ayant pour objet de maintenir un dialogue permanent entre la municipalité et les exposants.

Il sera amené à donner son avis sur toutes les questions relatives à l'organisation, le fonctionnement, et la gestion du marché (aménagement, emplacements, animations, promotion, ...)

Il sera présidé par M. le Maire qui a seul pouvoir de décision (ou son représentant) et composé de la façon suivante :

- 6 conseillers municipaux ou adjoints désignés par M. le Maire
 - 1 élu désigné par chaque groupe d'opposition du conseil municipal (3 au total)
 - 2 représentants des organisations professionnelles.
- 3°) Fixer à **100 euros** par an (payable d'avance, par semestre ou par an) la redevance d'occupation du domaine public pour les bénéficiaires d'un emplacement fixe.
- 4°) Accueillir des exposants « de passage » moyennant un droit de place de 1 € par mètre linéaire d'occupation et par marché.

Il est proposé :

- D'approuver ces modifications à l'organisation et au fonctionnement actuel du marché ;
- De créer un comité consultatif pour ce marché, composé ainsi qu'indiqué ci-dessus ;
- De fixer les tarifs ainsi qu'indiqué ci-dessus ;
- D'approuver le projet de règlement qui fera, comme il se doit, l'objet d'un arrêté de Monsieur le Maire.

Il est précisé que le groupe de travail en charge de l'animation et du développement de ce marché a approuvé ces suggestions et que, conformément aux dispositions de l'article L.2224-18 du code général des collectivités territoriales relatives à la création, au transfert ou à la suppression des

marchés communaux et au régime des droits de place, la commune a procédé à une consultation des professionnels intéressés.

Mme Muh émet une réserve sur l'emplacement qui bloque l'avenue le mercredi matin et pose problème pour la circulation ; elle suggère de le laisser place du 11 Novembre et boulevard de la Tournelle ou de l'organiser boulevard des Innocents. M le maire répond qu'il s'agit d'équilibrer les animations du centre-ville et de laisser libres les parkings de la place du 8 Mai. M. le maire répond qu'une partie du marché l'été pourra être à l'ombre des platanes, que l'usine Siniat sera informée de façon à détourner leurs camions par Malemort du Comtat ; les bus scolaires s'adapteront. C'est une expérimentation. M. Petit souligne que couper la circulation d'un axe principal une demi-journée, c'est lourd de conséquences, il rapporte les avis négatifs de certains commerçants qui vivent aussi du passage. M le maire avance qu'un marché attractif a des retombées positives pour tout village. M. Cecchetto précise que cet emplacement est équipé d'eau et d'électricité.

Adopté à l'unanimité

Mme Pisani et Mme Gallas s'étant abstenues

2- Marché forain du mercredi – Place du 8 Mai – Exonération 2021

Rapporteur : M. Vincent FLEGON

Pour favoriser l'offre et la fréquentation du marché forain hebdomadaire qui aura lieu à compter du 12 mai 2021 le mercredi matin, Place du 8 Mai ;

Compte tenu de la crise traversée actuellement qui n'est pas seulement sanitaire mais également économique ;

Dans le souci d'apporter un soutien au commerce non sédentaire local et d'augmenter le nombre d'exposants,

Il est proposé :

D'exonérer pour l'année en cours les bénéficiaires d'un emplacement fixe sur ce marché, ainsi que les exposants « de passage », du versement de la redevance ou des droits de place institués par la délibération n°01-021 du 10/04/2021.

Mme Pisani propose que les producteurs puissent bénéficier d'une telle exonération. M. le Maire ne la juge pas nécessaire. M. Clapaud abonde dans le sens de Mme Pisani et revient sur l'épisode de gel d'avril. M. le Maire indique que si besoin cela pourra être envisagé ultérieurement.

Adopté à l'unanimité

M. Clapaud demande que les élus et le personnel soient appelés comme il se doit par leurs noms de famille et non par leur prénom ou surnom.

3- Schéma départemental Vélo – Sécurisation du stationnement des vélos pour l'accès aux établissements communaux recevant du public.

Rapporteur : M. Auguste DURAND

Le conseil départemental de Vaucluse lance un appel à projet qui vise à la sécurisation du stationnement des vélos lors des déplacements des usagers sur des lieux d'accueil du public pour des démarches administratives.

Ce dernier financera la fourniture et la pose d'arceaux de stationnement à proximité immédiate. La commune a sollicité du conseil départemental l'installation d'un ensemble de 5 arceaux, positionné dans le parc « Colonel BELTRAME ».

Il est demandé au conseil municipal de valider ce projet.

M. Claudon suggère de l'installer la place du 11 Novembre qui n'est pas fermée le soir.

M. le Maire confirme qu'il souhaite tout faire pour encourager l'usage du vélo.

M. Petit approuve mais demande également que des pistes cyclables soient aménagées.

M. le Maire lui répond que c'est à l'étude, notamment un projet avec la CoVe pour étendre cet usage dans un rayon de 7 km autour de Carpentras en réservant certains chemins existants aux piétons et cyclistes (accès véhicules pour les riverains seulement). Les axes ne sont pas encore déterminés. Le chemin de Saint-Didier sera réservé aux riverains (signalétique va être posée).

Adopté à l'unanimité

4- Domaine public – Désaffectation - Déclassement pour cession

Rapporteur : Mme Joséphine AUDRIN

Lors des travaux de mesurage de la parcelle cadastrée section I n°342, le géomètre en charge des opérations a mis en évidence une discordance entre sa limite clôturée et la position de la limite cadastrale de la parcelle I n°916, propriété de la commune (terrain de sport).

Il est établi que cette situation résulte d'erreurs ou d'imprécisions du cadastre.

De ce fait, une régularisation dans le cadre d'une « procédure de délimitation » est en cours.

Elle fait apparaître notamment que le propriétaire de la parcelle I n°342 occupe de fait et de bonne foi sur le terrain environ 86 m² dépendant en réalité de la parcelle communale. Ses clôtures sont implantées de longue date à environ 2,60 m à l'intérieur de cette parcelle. Plutôt que de l'obliger à les déplacer pour dégager un emplacement dont la commune n'a nullement le besoin ou l'utilité, il est proposé de lui céder ainsi qu'il le demande l'emprise dont il avait jusque-là l'usage.

A cet effet, il convient :

- De constater la désaffectation de l'emprise située entre les clôtures existantes et la limite cadastrale réelle ;
- D'approuver le principe de sa cession après bornage (avec faculté de substitution) au propriétaire de la parcelle I n° 342 (ou de celles qui en seraient issues ultérieurement) ;
- Etant entendu qu'elle sera proposée à un prix compatible avec l'évaluation des services du Domaine et que tous frais et droits seront à la charge de l'acheteur ;
- D'autoriser M. le Maire :
 - à lancer si nécessaire une enquête publique en vue de son déclassement (frais à la charge de l'acheteur) ;
 - à effectuer toutes démarches et à signer tous actes aux effets ci-dessus (délimitation, documents d'arpentage, PV, actes d'attribution ...)

M. ZAMBELLI s'étonne que le cadastre ne se soit pas rendu-compte de cette erreur. Il lui est expliqué que ces parcelles n'étaient pas bornées et que c'est seulement à l'occasion d'un bornage que cela peut être constaté.

Adopté à l'unanimité

5 - Budget principal - Approbation du compte administratif 2020

Comme il se doit, M. le Maire quitte la salle, ne prenant part ni aux débats ni au vote. L'assemblée est placée sous la présidence de M. Georges MICHEL, premier adjoint.

Rapporteur : M. Georges MICHEL

L'article L 2121-31 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que « le conseil municipal arrête le compte administratif qui lui est annuellement présenté par le Maire ». L'article L 2121-14 du même code prévoit que « le maire peut assister à la discussion ; mais il doit se retirer au moment du vote ».

Le compte administratif retrace toutes les recettes et les dépenses effectuées au cours de l'année 2020 et mentionne les restes à recouvrer et à réaliser.

Le compte administratif établi par l'ordonnateur fait ressortir les résultats suivants pour l'exercice 2020.

Section de fonctionnement

	Dépenses	Recettes
Réalisation de l'exercice	4 208 435.00 €	5 558 322.18 €
Résultat de l'exercice 2020		1 349 887,18 €
Report de l'exercice N-1		
Résultat de clôture 2020		1 349 887,18 €

Section d'investissement

	Dépenses	Recettes
Réalisation de l'exercice	1 784 899.14 €	2 717 176.59 €
Résultat de l'exercice 2020		932 277,45 €
Report de l'exercice N-1	371 644.73 €	
Résultat de clôture 2020		560 642,72 €

Restes à réaliser 2020	1 116 869.25 €	902 100.00 €
------------------------	-----------------------	---------------------

Il est proposé au Conseil municipal d'adopter le compte administratif 2020 lequel fait ressortir les résultats ci-dessus présentés.

Mme Gallas s'étonne que M. Michel présente ce budget en lieu et place de l'adjointe aux finances.

Adopté à l'unanimité (Mme Aurélia PISANI, Mme Eve GALLAS, M. Bruno GANDON, M. Patrick ZAMBELLI, M. Franck PETIT, M. Jean-François CLAPAUD, Mme Anne MUH, M. Stéphane CLAUDON, Mme Maria DUFOUR par procuration s'étant abstenus).

M. le Maire regagne l'assemblée et reprend la présidence de la séance.

6 - Budget principal - Approbation du compte de gestion 2020

Rapporteur : Mme Geneviève Gaborit Dupille

Le compte de gestion, transmis par le comptable public, fait ressortir pour l'exercice 2020 les éléments suivants :

	Section d'investissement	Section de fonctionnement
Résultat de clôture	+ 560 642, 72 €	+ 1 349 887,18 €

Il est proposé d'arrêter le compte de gestion 2020 du comptable public qui est en concordance avec le compte administratif et n'appelle aucune observation, ni réserve.

Adopté par 20 voix pour et 1 voix contre (M. Patrick ZAMBELLI) Mme Aurélia PISANI, Mme Eve GALLAS, M. Bruno GANDON, M. Franck PETIT, M. Jean-François CLAPAUD, Mme Anne MUH, M. Stéphane CLAUDON, Mme Maria DUFOUR par procuration s'étant abstenus.

7 - Budget principal – Affectation du résultat 2020

Rapporteur : Mme Geneviève GABORIT DUPILLE

Le compte de gestion, établi par le comptable public, et le compte administratif, établi par l'ordonnateur, en parfaite concordance, ont fait ressortir que l'excédent de fonctionnement 2020 du budget ville s'élève à 1 349 887,18 €.

Le conseil municipal est appelé à se prononcer sur l'affectation du résultat dégagé par la section de fonctionnement. Ce résultat doit être prioritairement affecté à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement, restes à réaliser compris.

Le solde éventuel peut être soit reporté en section de fonctionnement, soit affecté en section d'investissement. Le compte administratif 2020 fait également ressortir un excédent de la section d'investissement d'un montant de 345 873,47 € dont :

Résultat de clôture de l'exercice 2020 - Excédent	560 642,72 €
Solde des restes à réaliser - Déficit	214 769,25 €

Il est proposé d'affecter l'intégralité de l'excédent 2020 soit 1 349 887,83 € au compte 1068 et de l'inscrire au budget primitif 2021 de la commune.

M. Gandon s'étonne du choix qui a été fait d'affecter tout le résultat au compte 1068 - en excédent de capitalisation, pour l'investissement - ce qui lui semble contestable.

Adopté par 20 voix pour et 3 voix contre (M. Bruno GANDON, M. Patrick ZAMBELLI, M. Franck PETIT)

Absentions Mme Aurélia PISANI, Mme Eve GALLAS, M. Jean-François CLAPAUD, Mme Anne MUH, M. Stéphane CLAUDON, Mme Maria DUFOUR par procuration.

M. Clapaud tient à souligner que les élus de l'opposition réunie représentent plus de Mazanais que la majorité.

8 - Vote des taux d'imposition des taxes directes locales

Rapporteur : M. le Maire

Comme indiqué lors du débat d'orientation budgétaire, l'année 2021 voit la disparition comme source de fiscalité directe locale des communes, de la taxe d'habitation. Le montant total prévisionnel 2021 de FDL s'établit à hauteur de 3 600 255,00 euros, à taux constant. En 2020 il s'est établi à 3 384 647,00 € soit un delta de 215 608,00 €.

Ce montant se décompose comme suit :

TFB 2 752 946,00 € (ressources dynamiques en bases et en taux)
(assiette de FB communal + FB départemental)

X taux cumulé (communal 22,68% + départemental 15,13% soit 37,81%)

+
TFNB 215 366,00 € (ressources dynamiques en taux)
(modalité de calcul identique aux années précédentes, taux de 55,65%)
+
Allocations compensatrices des dégrèvements 169 978,00 €
+
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires
183 891,00 € (ressources dynamiques en bases)
(bases hors résidences principales et locaux vacants X taux figé de 2017 soit 14,11%)
+
278 074,00 € (effet du coefficient correcteur, la commune de Mazan étant sous compensée)

Soit un total de 3 600 255,00 €.

Il est proposé au conseil de voter les taux sans augmentation :

à 37.81 % pour le foncier bâti ;

à 55,65 % pour le foncier non bâti.

M. CLAPAUD observe que dans le compte de gestion 2020, les montants des taxes diffèrent, que les bases fiscales qui étaient fournies chaque année dans le M14 ne l'ont pas été cette année. Il comprend cette délibération comme actant une augmentation de la taxe sur le foncier bâti. Enfin, il fait aussi remarquer que la communication des documents budgétaires a été chaotique (M14 transmis la veille du conseil) et qu'il n'a pas reçu certains mails. M.GANDON explique qu'il convient de voter sur le taux communaux et non pas ceux départementaux.

Adopté par 20 voix pour et 9 voix contre (Mme Aurélia PISANI, Mme Eve GALLAS, M. Bruno GANDON, M. Patrick ZAMBELLI, M. Franck PETIT, M. Jean-François CLAPAUD, Mme Anne MUH, M. Stéphane CLAUDON, Mme Maria DUFOUR par procuration s'étant abstenus.

Les deux points suivants de l'ordre du jour :

- Budget principal 2021 – Vote du budget d'investissement par opérations

- Budget principal 2021 – Fonctionnement

font en définitive l'objet d'un même débat et d'un seul vote :

9 - Budget principal 2021 – Vote du budget

Rapporteur : M. le Maire

Conformément à l'instruction comptable M14, le vote du budget peut s'opérer soit :

- par chapitres ou par articles, en investissement ou en fonctionnement le choix du niveau de vote peut être différent ;
- par opération d'équipement en investissement.

Il est proposé au conseil municipal :

- de voter la section de fonctionnement au chapitre ;
- de voter la section d'investissement à l'opération ;
- d'approuver le budget pour les montants suivants :

Section de fonctionnement	Dépenses	Recettes
Crédits votés	5 276 508,00 €	5 276 508,00 €
Section d'investissement		
Crédits votés y compris cpte 1068	3 927 943,75 €	3 582 070,28 €
Restes à réaliser de l'exercice 2020	1 116 869,25 €	902 100,00 €
Solde d'exécution 2020 reporté		560 642,72 €
	5 044 813 ,00 €	5 044 813,00 €
Total	10 321 321,00 €	10 321 321,00 €

M. **CLAUDON** demande plus de précisions sur le déplacement du poste de police. La maison Gondoin, du fait de son emplacement ne semble pas envisageable. M. **PETIT** renouvelle sa déception quant au mas Zunino datant du XVIIIème siècle qui pourrait selon lui être rénové. Il déplore le manque d'informations sur le chiffrage du poste de police et l'absence désormais d'office de tourisme à Mazan. Mme **MUH** observe qu'il manque deux restes à réaliser sur le tableau. M.**CLAPAUD** demande des informations sur le transfert de charges opéré par la CoVe. M. le Maire confirme que c'est à l'équilibre. M. **GANDON** soulève que la matrice du M14, pour le fonctionnement, indique des chiffres différents des tableaux communiqués avant. Il demande la répartition par chapitres. Mme **PISANI** indique qu'elle n'a pas accès à l'extranet des élus et n'a donc pas pu récupérer les derniers documents mis en ligne, elle demande des documents papier. M.**ZAMBELLI** indique qu'il ne reçoit pas non plus les documents par internet.

Pour le fonctionnement, M. **CLAPAUD** demande quelle est la doctrine de la municipalité concernant la retraite des élus. M. le Maire explique qu'il ne souhaite pas que les élus déjà en retraite cotisent pour la complémentaire et donc que la commune abonde mais qu'il est favorable à ce que ceux qui sont encore en activité le fassent.

Adopté par 20 voix pour et 9 voix contre (Mme Aurélie **PISANI**, Mme Eve **GALLAS**, M. Bruno **GANDON**, M. Patrick **ZAMBELLI**, M. Franck **PETIT**, M. Jean-François **CLAPAUD**, Mme Anne **MUH**, M. Stéphane **CLAUDON**, Mme Maria **DUFOUR** par procuration).

10 - Subventions aux associations

Rapporteur : M. le Maire

(M. Jean-Louis BOURRIE, adjoint au maire et membre du bureau d'une des associations bénéficiant d'une subvention, quitte l'assemblée, ne prenant part ni aux débats ni au vote).

Le tableau récapitulatif des subventions aux associations est présenté. Il est proposé de l'approuver.

Il est débattu de l'absence de subvention au Cercle républicain que regrette M. Petit. M. le Maire rappelle que la ville met à disposition de cette association la place du 14 Juillet lors de la fête nationale et prend en charge l'apéritif. M. Clapaud regrette que le cinquantenaire du Cercle républicain n'ait pu se faire à la Boiserie, Mme **CLEMENT** explique qu'un autre événement était positionné à la date demandée. M.**CLAPAUD** demande des explications sur les montants des deux subventions versées au club de handball, l'une pour le fonctionnement, l'autre exceptionnelle (achat du minibus et perte de sponsors liés à la N2). Pour la cantine associative, la subvention étant passée de 50 000 à 35 000, M. **JOUBERTEAU** précise que si l'association a besoin ultérieurement de fonds supplémentaires, la ville étudiera la demande. M.**PISANI** soulève que l'OCCE (la Condamine) touche 30 €/enfant et l'OGEC (st Dominique) 44 €.

Suite aux différentes remarques, M. le Maire propose de voter la subvention à l'OGEC puis celles des autres associations, séparément.

La subvention proposée pour l'OGEC St Dominique est adoptée :

- par 21 voix pour et 7 contre (Mme Aurélia PISANI, Mme Eve GALLAS, M. Bruno GANDON, M. Jean-François CLAPAUD, Mme Anne MUH, M. Stéphane CLAUDON, Mme Maria DUFOUR par procuration)

Les subventions proposées pour les autres associations sont adoptées :

- par 20 voix pour et 8 voix contre (Mme Aurélia PISANI, Mme Eve GALLAS, M. Bruno GANDON, M. PETIT, M. Jean-François CLAPAUD, Mme Anne MUH, M. Stéphane CLAUDON, Mme Maria DUFOUR par procuration).

M. BOURRIE regagne la salle.

M. JOUBERTEAU quitte la séance en laissant procuration à M. CECCHETTO.

11 - Subventions aux associations conventionnées – Signature de conventions

Rapporteur : M. le Maire

La règlementation en vigueur prévoit que les associations qui bénéficient d'une subvention municipale d'un montant supérieur à 23 000 € doivent signer avec la commune une convention précisant l'objet, le montant et les conditions d'utilisation de cette subvention.

Cette contractualisation de l'aide municipale permet par ailleurs une bonne concertation, rappelle les objectifs de la structure et encadre l'utilisation des fonds publics.

En 2021, les associations qui bénéficieront d'une subvention municipale supérieure à ce montant sont :

- Centre de loisirs « Pierre de Lune » :	115 000 €
- Cantine associative :	35 000 €
- Mazan Ventoux Comtat Handball :	23 200 €

Il est proposé d'autoriser M. le Maire à négocier, signer et dénoncer si besoin était la convention à passer avec ces associations.

En ce qui concerne la subvention au Centre de loisirs Pierre de Lune, il est rappelé que la convention à passer avec cette association a été signée dès l'attribution d'une avance de 45 000 euros, en application de la délibération n° 2021/03 du 14 janvier 2021.

Adopté à l'unanimité

12 - Assurance statutaire - Contrat groupe du centre de gestion de la fonction publique territoriale de Vaucluse - Procédure de renégociation - Ralliement de la commune

Rapporteur : M. Georges MICHEL

Les dispositions de l'article 26 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et du décret n°86-552 du 14 mars 1986, permettent aux collectivités de déléguer à leur centre de gestion la passation d'un contrat d'assurance groupe ouvert couvrant les obligations statutaires de leurs agents (maladie ordinaire, longue maladie/longue durée, accident de service...).

Le contrat groupe du CDG 84 a été conclu pour une durée de quatre ans qui arrive à échéance le 31 décembre 2021 : il a donc entamé la procédure de renégociation de son contrat selon les règles de la commande publique (procédure concurrentielle avec négociation).

Un nouveau contrat sera conclu à partir du 1 janvier 2022 pour une période de 4 ans.

Le contrat d'assurance contre les risques statutaires de notre commune arrive à échéance le 31 décembre 2022.

Compte tenu d'un fort taux de sinistralité, la cotisation de 2021 subit une hausse de 39,4% ce qui pourrait à terme conduire à l'exclusion de la commune avant la fin de ce contrat

Confier au CDG 84 le soin d'organiser une procédure de mise en concurrence avec la liberté d'y souscrire ou non selon les résultats, constitue à n'en pas douter, une opportunité à ne pas négliger.

De ce fait, il est proposé :

- De rallier la procédure engagée par le CDG 84 en vue de conclure un contrat groupe ouvert à adhésion facultative auprès d'une entreprise d'assurance agréée garantissant une partie des frais laissés à la charge de la collectivité en vertu de l'application des textes régissant le statut des agents ;
- D'autoriser M. le Maire, si les conditions obtenues au terme de la consultation sont favorables à la commune, en particulier en ce qui concerne les taux de cotisation et le niveau des garanties:
 - à résilier le contrat en cours pour permettre l'adhésion au contrat du centre de gestion ;
 - à signer tout document afférant à ce contrat, notamment une convention d'assistance technique avec le CDG 84 comportant ses frais de gestion.

Adopté à l'unanimité

13 : Tableau des emplois et des effectifs - Modificatif

Rapporteur : M. le Maire

Par délibération n°2021-018 le conseil municipal du 27 mars 2021 approuvait le tableau des emplois et des effectifs de la commune.

Les difficultés rencontrées dans le recrutement du chef du service d'urbanisme opérationnel et foncier, l'ouverture, à court terme, du tiers lieu numérique – Micro folie ainsi que la réactivation de l'agrément implique une 1^{ère} modification du tableau des emplois et des effectifs notamment :

1. modification - Emploi URB1 – Chef du service Urbanisme opérationnel – Foncier
ajouter : le cadre d'emplois des attachés.

2. création – Emploi MED1 – Conseiller numérique.

Le recrutement de ce conseiller s'effectue sur contrat de projet en catégorie A/B/C, d'une durée de 2 ans correspondant à la durée de versement d'une subvention de fonctionnement de 50 000,00 € versée pour 20% à la signature du contrat, 30% à la fin de la formation technique initiale et le solde à la fin des 12 premiers mois.

3. réactivation de l'agrément « service civique » signée avec la préfecture sous le n° PR - 084 - 18 – 0007 – 03, le 16 novembre 2018.

Le service civique donne lieu à une indemnité versée directement par l'Etat au volontaire, à la prise en charge des coûts afférents à la protection sociale de ce dernier ainsi qu'à un soutien complémentaire en nature ou en argent (versement d'une indemnité) pris en charge par la structure d'accueil. Le tableau des emplois et des effectifs approuvé le 27 mars dernier sera modifié en conséquence.

Adopté à l'unanimité (M. ZAMBELLI s'étant abstenu)

14 – Décision du maire - Donné acte

En application de l'article L2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. Le Maire informe les conseillers des décisions municipales qu'il a été amené à prendre en vertu des délégations qui lui ont été données depuis la séance précédente :

Depuis la séance du 27 mars dernier (27/03/2021) a été prise la décision de donner à bail l'immeuble communal (La Poste) situé Place du 14 Juillet (logement social conventionné), moyennant un loyer mensuel de 372,52 euros, le 30 mars 2021.

15 – Questions orales

Les questions orales de M. ZAMBELLI n'ayant pas été reçues dans les délais règlementaires seront traitées ultérieurement.

La séance est levée à 13h30